# Société du parc industriel du Centre du Québec

**Rapport annuel 1984-1985**

Québec

Le contenu de cette publication
a été rédigé par la Société du parc industriel
du Centre du Québec

Cette édition a été produite par
la Direction générale des
publications gouvernementales

Dépôt légal — 1er trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN: 2-551-06917-3
ISSN: 0820-0831

© Gouvernement du Québec

Monsieur Daniel Johnson
Ministre de l'Industrie,
du Commerce et du Tourisme
710, place d'Youville
Québec (Québec)
G1R 4Y4

Monsieur le Ministre,

Conformément aux exigences de l'article 17 de la Loi sur la Société du parc industriel du Centre du Québec (L.R.Q., c. S-15), j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel des activités de la Société, pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 1985.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le directeur général,

Pierre Clouâtre

Québec, le 18 décembre 1986

# Table des matières


## Chapitre I
## La Société

Le mandat 7

Les membres 7

La direction 8

## Chapitre II
## Les faits saillants

Avant-propos 9

Activités financières 9

Activités de l'ingénierie 9

Activités portuaires 10

Activités de la commercialisation 10

Activités de l'administration et de l'entretien des propriétés 10

## États financiers

Rapport du vérificateur 11

Bilan 12

Fonds d'immobilisation 13

Fonds de fonctionnement 13

Notes complémentaires 14

## Annexe C

Vente d'eau industrielle 17

## Annexe D

Location d'édifices 18

## Annexe E

Revenus — Installations portuaires 19

État comparatif des revenus 20

# Chapitre 1
# La Société

La Société du parc industriel du Centre du Québec est un organisme gouvernemental créé en 1968 par la Loi sur la Société du parc industriel du Centre du Québec (1968, c. 60, maintenant désigné comme étant le c. S-15, L.R.Q.). Depuis cette date, cette loi a été modifiée à quelques reprises, notamment:

1968, c. 9, a. 90; c. 23, a. 8;

1970, c. 17, a. 102; c. 45, a. 2;

1971, c. 63, a. 1, 2, 3, 4, 5, 6;

1977, c. 5, a. 14;

1979, c. 51, a. 261; c. 77, a. 27; c. 112, a. 1;

1982, c. 21, a. 1.

La Société jouit des privilèges et droits d'un mandataire du gouvernement du Québec et le ministre de l'Industrie et du Commerce est chargé de l'application de sa loi.

Les fonds requis par la Société, au cours du présent exercice, provenaient de deux sources:

— pour les fins de fonctionnement, des crédits votés annuellement par l'Assemblée nationale, à l'intérieur de ceux accordés au ministère de l'Industrie et du Commerce;

— pour les immobilisations, des avances consenties par le ministre des Finances.

## Le mandat

Le mandat principal de la Société, tel que décrit à l'article 2 de sa loi, est de favoriser l'essor économique du Centre du Québec en aménageant une partie du territoire de la ville de Bécancour, afin d'y établir un parc industriel et de le pourvoir de toutes les installations qui peuvent être requises pour assurer son développement.

La Société considère également de son devoir de gérer les activités du parc, de promouvoir l'établissement de nouvelles entreprises et de fournir aux industries déjà implantées les services nécessaires à leur fonctionnement, tels l'eau industrielle, l'eau potable, les égouts, etc. Son rôle le plus important, à l'heure actuelle, est certainement d'amener l'établissement de nouvelles industries et d'augmenter ainsi l'activité économique en créant de nouveaux emplois et en participant d'une façon directe au développement d'une région.

## Les membres

(au 31 mars 1985)

Réal Fortin, président
Administrateur agréé
Trois-Rivières

Michel Adam
Directeur général
Caisse d'entraide économique

Gérard Fradet
Notaire
Drummondville

Yves Rancourt
Directeur général
Service aux entreprises
Ministère de l'Industrie & du Commerce
Québec

Pierre-André Julien, vice-président
Directeur du laboratoire en
économie et gestion
Université du Québec
Trois-Rivières

Bernard Demers
Préfet MRC-Bécancour et maire
de Sainte-Cécile-de-Lévrard

Jacinthe Lavigne
Conseillère en relations publiques
Sainte-Eulalie

## La direction

Pierre Clouâtre
Directeur général

André Villeneuve
Secrétaire exécutif

Jean-Guy Chouinard
Directeur du port

Roch Duval
Gérant des propriétés

Serge Girard
Ingénieur

Réal Houle
Directeur des finances

Jean Lafrenière
Directeur de la commercialisation

Siège Social
1000, 7e Rue
Bécancour (Québec)
G0X 1B0

Tél.: (819) 294-6656
Télex: 05-837279

# Chapitre II
# Les faits saillants

## Avant-propos

Tel que prévu, l'année 1984-1985 a vu se poursuivre une période de réalisations exceptionnelles. L'entreprise a connu du succès dans tous les secteurs: location d'espace, vente d'eau industrielle, vente de terrain, activités portuaires, investissements majeurs et réalisation de la phase IV des installations portuaires.

Devant ces réalisations, les dirigeants et administrateurs ne peuvent qu'être optimistes et de plus en plus convaincus que les années à venir permettront à la Société de réaliser les objectifs pour lesquels elle a été mise sur pied.

L'implantation de l'Aluminerie de Bécancour inc. dans notre parc industriel est certainement le fait marquant de l'activité intense sur notre territoire. Plus de 2 000 employés de la construction s'y assurent des revenus qui créent des retombées importantes sur la région 04.

Cet investissement de plus d'un milliard trois cents millions de dollars, en plus d'accaparer une bonne partie du temps, des efforts et des énergies de la direction, de nos professionnels et de tout notre personnel, a aussi exigé, de la part de la Société, des investissements de capitaux importants.

Notre Société est en voie d'investir plus de vingt millions de dollars pour l'agrandissement de la zone d'amarrage, de stockage, pour l'amélioration des voies d'accès à la zone portuaire, et pour la modification ou l'amélioration de certains services afin de satisfaire aux besoins des entreprises en voie d'implantation et à l'augmentation des activités de celles déjà en place.

Ces investissements ont déjà eu des retombées bénéfiques dans le milieu et des effets d'entraînement intéressants à l'intérieur du parc. C'est ainsi que plusieurs professionnels, entrepreneurs, ouvriers, camionneurs, tant locaux que régionaux, ont directement, au cours des derniers mois, bénéficié de retombées économiques substantielles.

Une bonne partie des espaces disponibles à la location et appartenant à la Société a été louée. Des terrains ont été vendus à des entrepreneurs locaux et un bon nombre d'industriels, d'entrepreneurs et d'entreprises de services songent à s'implanter sur les lieux.

Au cours de cet exercice, les administrateurs ont tenu 6 assemblées régulières. Les comités portuaire, du budget, de sélection, de commercialisation ont fonctionné et joué leur rôle respectif.

## Activités financières

Une saine gestion budgétaire et la surveillance constante des dépenses ont permis un excédent des revenus sur les dépenses de l'ordre de neuf cent quarante-neuf mille huit cents dollars.

Au cours de l'exercice, la Société a consacré un montant de neuf millions huit cent mille dollars pour ses dépenses en immobilisation. La majeure partie de cette somme a servi à compléter les travaux d'aménagement se rapportant à l'implantation de l'Aluminerie de Bécancour inc.

## Activités de l'ingénierie

En plus de préparer, de surveiller et de faire exécuter les travaux d'aménagement usuels, d'accorder un support technique à la commercialisation, de voir à la préparation des plans et devis et des appels d'offres, les services de l'ingénierie, sous la direction de M. Serge Girard, ingénieur, ont eu, cette année, à planifier, à préparer et à surveiller, de concert avec les ingénieurs conseils, tous les projets d'aménagement se rapportant à l'implantation de l'usine Aluminerie de Bécancour inc. et à l'agrandissement de la zone portuaire.

Les plans définitifs du projet ont été complétés en mai 1983, les soumissions reçues le 21 juin, le contrat signé le 14 juillet et les travaux ont débuté le 18 juillet 1983 et doivent être terminés le 7 octobre 1984. À ce jour (le 30 juin 1985), tous les travaux étaient quasi complétés si ce n'est pour le pavage de la nouvelle aire de stockage. Ces travaux devraient cependant être complétés d'ici l'automne 1985.

Les informations suivantes permettront de mieux saisir l'importance des travaux à exécuter dans la zone portuaire.

La face mouillée (longueur) des nouveaux quais sera de 397 m (1 300 pieds) ce qui, avec les 615 m (2 000 pieds) existant, donnera aux quais une longueur totale de plus de 1 012 m (3 300 pieds).

Onze (11) nouveaux caissons ont été construits et l'aire de stockage est ainsi portée de 8 à 16 hectares.

Les travaux ont nécessité un volume de dragage de 370 000 $m^3$, 22 000 $m^3$ de béton, 1 600 tonnes d'acier d'armature, 1 000 000 de tonnes métriques de sable et de pierre de remplissage (plus de 50 000 charges de camion); le coût des travaux est estimé à vingt millions de dollars.

## Activités portuaires

Comme le démontre le tableau ci-dessous, les activités portuaires ont connu une progression rapide au cours des trois dernières années.

| | 1984-85 | 1983-84 | 1982-83 |
|---|---|---|---|
| Tonnage | 504 325 t | 412 654 t | 210 027 t |
| Revenus | 570 963 $ | 513 221 $ | 300 224 $ |

Tel que prévu, les produits en vrac (sel gemme, sel chimique, charbon, coke, bauxite) et autres marchandises ont permis à la division portuaire d'atteindre ces nouveaux sommets.

Comme nous le fait remarquer M. Jean-Guy Chouinard, directeur du port, cette performance est d'autant plus remarquable qu'il fut nécessaire de restreindre les aires de travail pour permettre l'exécution des travaux d'aménagement portuaire, et que le marché pour l'exportation des bois d'oeuvre a grandement diminué au cours de l'année.

L'avenir s'annonce extrêmement prometteur pour nos installations portuaires.

## Activités de la commercialisation

Le Service de la commercialisation, sous la responsabilité de M. Jean Lafrenière, s'est efforcé au cours de l'année de récupérer au maximum les retombées de son programme de mise en marché de l'année précédente.

Les attentes de notre clientèle cible étant mieux cernées, le nouveau matériel promotionnel saura répondre à ces besoins.

Une grande quantité d'informations et de documents sont entre les mains de nos correspondants tant canadiens qu'internationaux, ce qui leur permet de promouvoir et diffuser les informations aux entreprises et institutions qui le désirent.

Nous avons offert à nos visiteurs un encadrement efficace, des réponses précises à leurs questions et un suivi soutenu.

Au cours de l'année 1985-1986, les efforts de commercialisation continueront d'abord chez une clientèle déjà identifiée et, par la suite, en révisant partiellement nos stratégies et nos méthodes, dans d'autres secteurs industriels compatibles à notre vocation économique et dans les entreprises déjà établies.

## Activités de l'administration et de l'entretien des propriétés

La Société doit assurer l'entretien de 17 bâtiments, 24 km de rues (été comme hiver), un service d'aqueduc, un service d'égout sanitaire comprenant une usine et un étang d'oxydation, 15 km de réseau d'eau industrielle et les installations portuaires.

Tout en assumant le maintien d'une excellente qualité de service pour les utilisateurs du parc industriel et de ses installations, M. Roch Duval, responsable de ce secteur, s'est préoccupé d'améliorer la qualité de l'environnement.

L'ampleur progressive des installations industrielles diversifiées nous amène à accentuer la protection des régions environnantes en améliorant, en quantité et en qualité, la zone de verdure qui entoure le parc industriel et qui le sépare des agglomérations voisines.

Des plantations ont été effectuées (300 000 plants) au cours des dernières années et un programme de nettoyage des forêts avoisinantes a été mis de l'avant. Ce programme devrait s'échelonner sur plusieurs années.

Environ 25 000 m de collecteurs ont été nettoyés afin d'améliorer le drainage de surface de ces terres boisées ou cultivables et permettre ainsi une utilisation adéquate de ces espaces voués en grande partie à l'établissement industriel (5 000 acres).

# Société du parc industriel du Centre du Québec

## États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1985

### Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan de la Société du parc industriel du Centre du Québec au 31 mars 1985 ainsi que l'état des revenus et dépenses du fonds de fonctionnement et l'état du solde du fonds d'immobilisations de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1985 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal, Chatelain, F.C.A.

Québec, le 7 juin 1985

## Société du parc industriel du Centre du Québec
*(L.R.Q., c. S-15 et modifications)*

### Bilan au 31 mars 1985

| | 1985 | 1984 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| **Actif** | | |
| **Fonds de fonctionnement** | | |
| Encaisse et dépôts à court terme | 137 935 | 4 325 522 |
| Débiteurs | 445 722 | 165 332 |
| | **583 657** | **4 490 854** |
| **Fonds d'immobilisations** | | |
| Avances au fonds de fonctionnement | 335 199 | 3 761 360 |
| Lots à vendre | 3 984 435 | 3 996 977 |
| Immobilisations (note 3) | 51 427 150 | 41 594 526 |
| | **55 746 784** | **49 352 863** |
| **Passif** | | |
| **Fonds de fonctionnement** | | |
| Créditeurs et frais courus | 155 272 | 183 459 |
| Dû au fonds d'immobilisations | 335 199 | 3 761 360 |
| Dû au gouvernement du Québec | 93 186 | 546 035 |
| | **583 657** | **4 490 854** |
| **Fonds d'immobilisations** | | |
| Emprunt bancaire | 15 673 560 | 6 100 000 |
| Estimations progressives et retenues sur contrats | 624 772 | 557 219 |
| Dépôts sur vente de lots | 26 048 | 5 616 |
| Avances du gouvernement du Québec (note 4) | 36 042 930 | 40 255 600 |
| | 52 367 310 | 46 918 435 |
| **Solde du fonds** | **3 379 474** | **2 434 428** |
| | **55 746 784** | **49 352 863** |

**Engagement et éventualités** (note 8)

Pour la Société

Réal Fortin
Bernard Demers

## Société du parc industriel du Centre du Québec

***Solde du fonds d'immobilisations de l'exercice terminé le 31 mars 1985***

| | 1985 | 1984 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Solde (déficitaire) au début | 2 434 428 | (2 314 627) |
| Virement de l'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice du fonds de fonctionnement | 949 804 | 4 741 914 |
| Inscription aux immobilisations des acquisitions de matériel et d'équipement assumées par le fonds de fonctionnement | 28 736 | 7 141 |
| Perte sur disposition de matériel et d'équipement | (13 710) | — |
| Radiation de matériel et d'équipement | (19 784) | — |
| **Solde à la fin** | **3 379 474** | **2 434 428** |

## Société du parc industriel du Centre du Québec

***Revenus et dépenses du fonds de fonctionnement de l'exercice terminé le 31 mars 1985***

| | *1985* | *1984* |
|---|---|---|
| | *$* | *$* |
| **Revenus** (note 5) | 1 516 729 | 5 581 367 |
| **Dépenses** | | |
| Traitements, salaires et allocations | 654 244 | 591 275 |
| Taxes foncières | 325 463 | 344 009 |
| Participation aux réseaux d'aqueduc et d'égout de la Ville de Bécancour | 400 970 | 495 294 |
| Matériel et équipement | 28 736 | 7 141 |
| Intérêts sur avances du gouvernement du Québec | 3 593 202 | 3 819 290 |
| Intérêts et frais bancaires | 1 350 340 | 202 111 |
| Autres | 839 326 | 733 984 |
| | 7 192 281 | 6 193 104 |
| À déduire: | | |
| Dépenses assumées par le gouvernement du Québec (note 6) | 6 464 968 | 5 353 651 |
| Dépenses assumées par la Société (note 7) | 727 313 | 839 453 |
| **Excédent des revenus sur les dépenses avant poste suivant** | **789 416** | **4 741 914** |
| Révision des participations des exercices antérieurs aux réseaux d'aqueduc et d'égout de la Ville de Bécancour | 160 388 | — |
| **Excédent des revenus sur les dépenses viré au solde du fonds d'immobilisations** | **949 804** | **4 741 914** |

**Société du parc industriel du Centre du Québec**

***Notes complémentaires***
***31 mars 1985***

## 1. Constitution et objet

La Société, constituée par la Loi sur la Société du parc industriel du Centre du Québec, a pour principal objet de favoriser l'essor économique du Centre du Québec en aménageant un parc industriel dans une partie du territoire de la Ville de Bécancour et de le pourvoir de toutes les installations qui peuvent être requises pour assurer son développement.

En vertu de sa loi constitutive, les sommes provenant des opérations de la Société doivent être affectées au paiement des taxes et au remboursement des emprunts et autres obligations de la Société ainsi que des avances faites par le gouvernement du Québec, et le solde est versé au Fonds consolidé du revenu.

## 2. Conventions comptables

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction en conformité avec les pratiques et les usages particuliers de la comptabilité par fonds selon la méthode de la comptabilité d'exercice et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

### *Lots à vendre*

Les lots à vendre sont présentés au coût. Les taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts applicables à ces lots sont imputés aux dépenses du fonds de fonctionnement.

La vente d'un lot est comptabilisée à la date d'exécution de l'acte notarié s'y rapportant.

### *Immobilisations*

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'origine et ne sont pas amorties.

### *Dépenses non présentées à l'état des revenus et dépenses*

L'état des revenus et dépenses ne présente pas le coût des avantages sociaux accordés aux employés de la Société et celui des services de soutien tels que service téléphonique et autres frais assumés par divers ministères gouvernementaux.

## 3. Immobilisations

| | 31 mars 1984 | Additions de l'exercice | Diminutions de l'exercice | 31 mars 1985 |
|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ |
| Terrains | 40 131 | — | — | 40 131 |
| Bâtisses | 4 225 831 | 34 511 | — | 4 260 342 |
| Aqueduc et égout | 4 783 214 | 37 501 | — | 4 820 715 |
| Routes et rues | 4 998 681 | 979 | — | 4 999 660 |
| Aires d'entreposage et stationnement | 239 693 | — | — | 239 693 |
| Installations portuaires | 23 211 569 | 9 697 888 | — | 32 909 457 |
| Usine et réseau d'eau industrielle | 3 215 939 | 834 | — | 3 216 773 |
| Réseau ferroviaire | 278 420 | 9 500 | — | 287 920 |
| Ameublement et agencement | 22 666 | 23 562 | — | 46 228 |
| Mobilier de bureau | 50 064 | 27 802 | 15 358 | 62 508 |
| Équipement et outillage | 140 337 | 12 593 | 96 216 | 56 714 |
| Machinerie industrielle | 233 193 | 11 646 | — | 244 839 |
| Matériel roulant | 154 788 | 111 862 | 24 480 | 242 170 |
| | **41 594 526** | **9 968 678** | **136 054** | **51 427 150** |

## 4. Avances du gouvernement du Québec

Les avances du gouvernement du Québec portent intérêts à des taux variant de 8,3 % à 17,1 %.

| | 1985 | 1984 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Solde au début | 40 255 600 | 39 985 600 |
| Avances au cours de l'exercice | — | 270 000 |
| Remboursements au cours de l'exercice | (4 212 670) | — |
| **Solde à la fin** | **36 042 930** | **40 255 600** |

## 5. Revenus

| | 1985 | 1984 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| **Vente de lots:** | | |
| Vente de lots | 56 160 | 5 034 859 |
| Coût des lots vendus | 12 542 | 673 591 |
| | **43 618** | **4 361 268** |
| **Autres revenus:** | | |
| Loyers — édifices | 338 661 | 219 616 |
| Loyers — terrains | 23 905 | 17 808 |
| Droits — port | 570 963 | 513 221 |
| Eau industrielle | 248 520 | 264 654 |
| Eau potable | 84 827 | 62 837 |
| Intérêts sur encaisse et dépôts à terme | 174 549 | 103 589 |
| Divers | 31 686 | 38 374 |
| | **1 473 111** | **1 220 099** |
| | **1 516 729** | **5 581 367** |

## 6. Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

| | 1985 | 1984 | Cumulatif (décembre 1968 au 31 mars 1985) |
|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ |
| Traitements, salaires et allocations | 654 244 | 591 275 | 5 253 384 |
| Intérêts sur avances du gouvernement du Québec | 3 593 202 | 3 819 290 | 34 943 011 |
| Intérêts et frais bancaires | 1 350 340 | 202 111 | 1 552 451 |
| Autres dépenses | 838 446 | 733 834 | 5 484 893 |
| | 6 436 232 | 5 346 510 | 47 233 739 |
| Matériel et équipement* | 28 736 | 7 141 | 159 810 |
| | **6 464 968** | **5 353 651** | **47 393 549** |

* Ces dépenses sont inscrites au fonds d'immobilisations.

## 7. Dépenses assumées par la Société

| | 1985 | 1984 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| Taxes foncières | 325 463 | 344 009 |
| Participation aux réseaux d'aqueduc et d'égout de la Ville de Bécancour | 400 970 | 495 294 |
| Mauvaises créances | 494 | — |
| Autres | 386 | 150 |
| | **727 313** | **839 453** |

## 8. Engagement et éventualités

— En vertu d'une entente avec la Ville de Bécancour ratifiée par le Gouvernement le 11 avril 1973, la Société est autorisée à participer jusqu'en l'an 2011 au financement des réseaux d'aqueduc et d'égout desservant une partie de la Ville de Bécancour et le parc industriel.

La Société s'est engagée à payer annuellement le service de la dette relatif à deux règlements d'emprunts de la Ville de Bécancour, réduit des subventions versées par le ministère des Affaires municipales relativement à ces règlements et de certains autres revenus.

Le solde des emprunts sur obligations est de 3 296 800 $ au 31 mars 1985 sur des émissions originales de 3 600 000 $.

— Une action en justice totalisant environ 113 000 $ a été intentée en 1980 contre la Société. Selon l'opinion de la Société et celle de ses conseillers juridiques, aucun passif important ne peut résulter de ces actions; en conséquence, aucune provision n'est comptabilisée.

— Suite à un jugement de la cour supérieure rendu le 24 août 1983, la Société a été condamnée à payer un montant de 912 823 $ avec intérêts suite à une réclamation d'un entrepreneur pour des travaux de dragage. Les intérêts courus au 31 mars 1985 s'élèvent à 116 841 $.

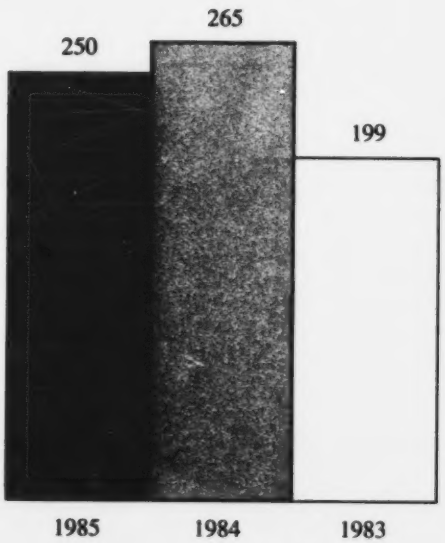
Le 12 septembre 1983, les membres du conseil d'administration de la Société ont donné suite aux recommandations des conseillers juridiques et ont porté la cause en appel; de ce fait aucun passif n'a été enregistré dans les livres de la Société au 31 mars 1985. Si la décision est maintenue, la réclamation sera alors comptabilisée.

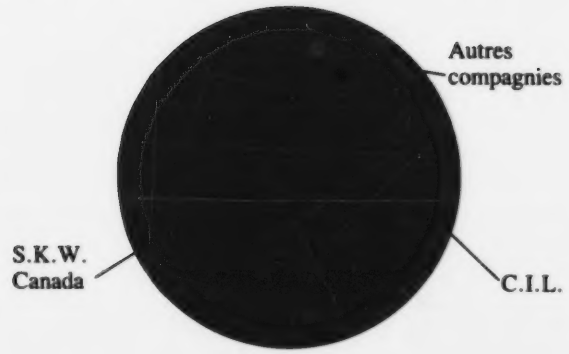
— En décembre 1984, la Société a reçu de l'entrepreneur chargé de l'aménagement portuaire une réclamation de 1 917 029 $. Selon l'opinion de la Société et celle de ses conseillers juridiques, aucun passif important ne peut résulter de cette réclamation.

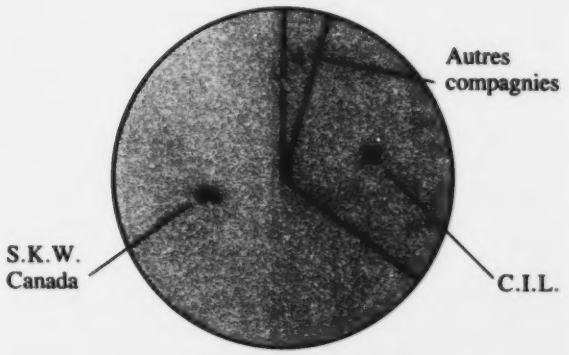
# Annexe C

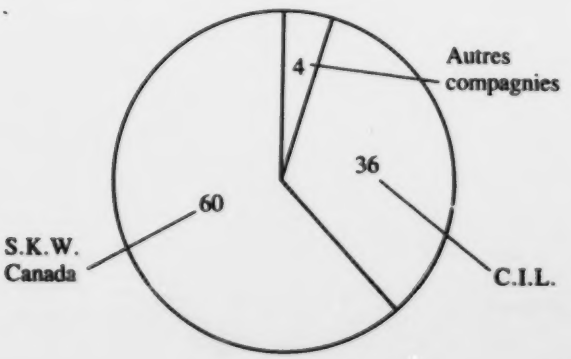
## Vente d'eau industrielle

,000 $



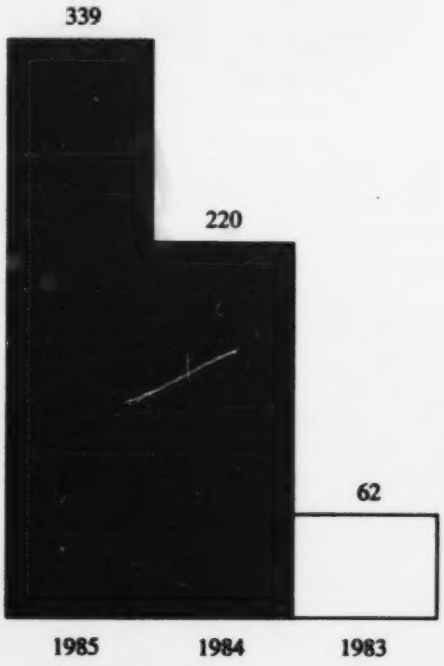



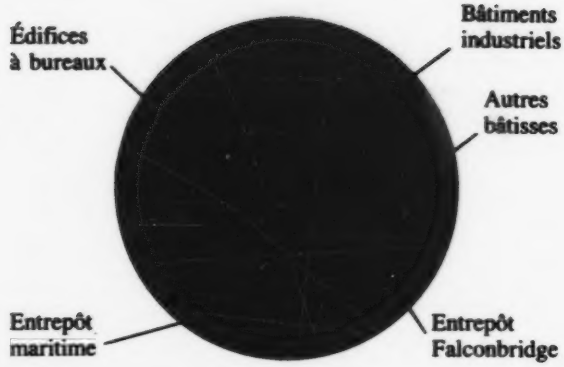



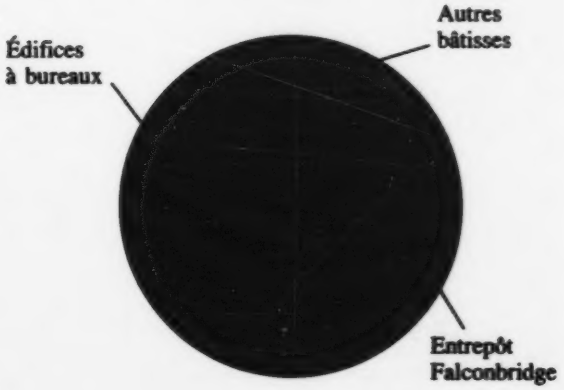
# Annexe D

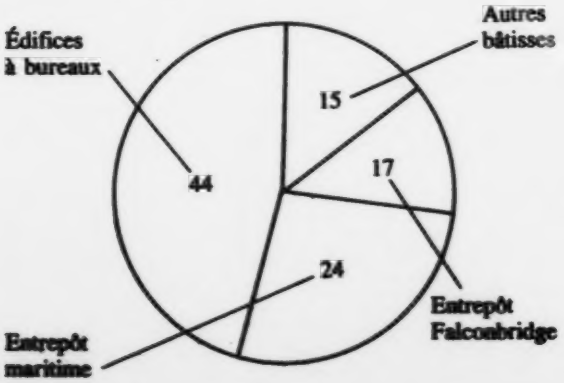
## Location d'édifices

,000 $



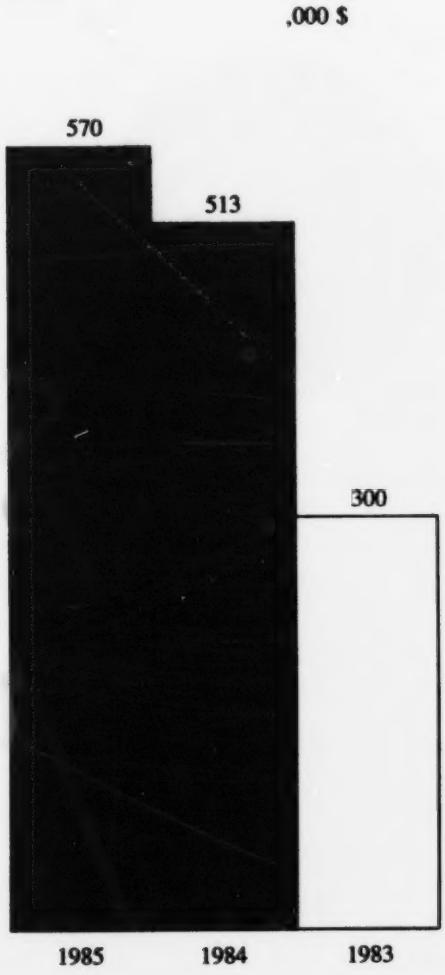



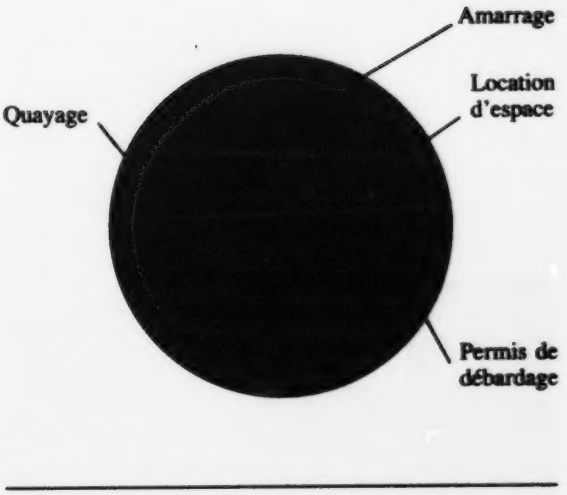



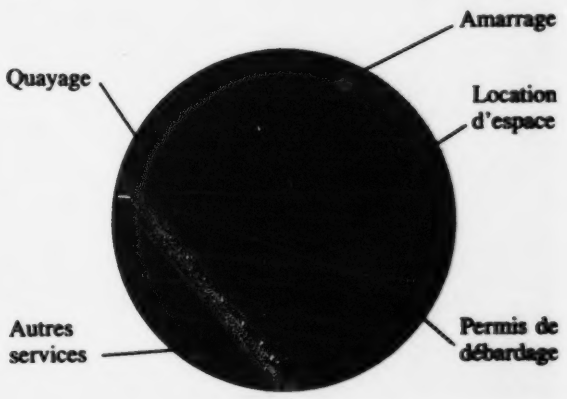



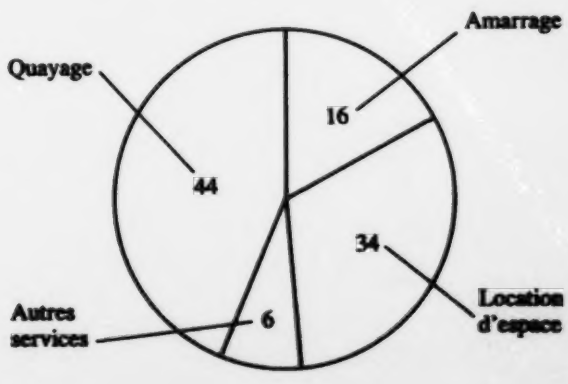
## Annexe E

### Revenus — Installations portuaires



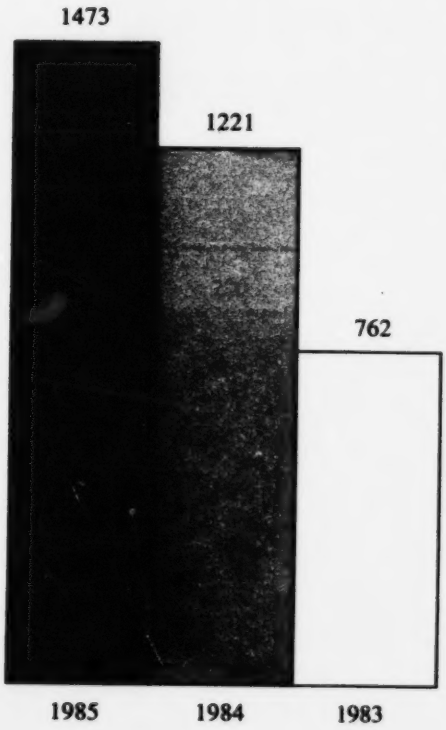



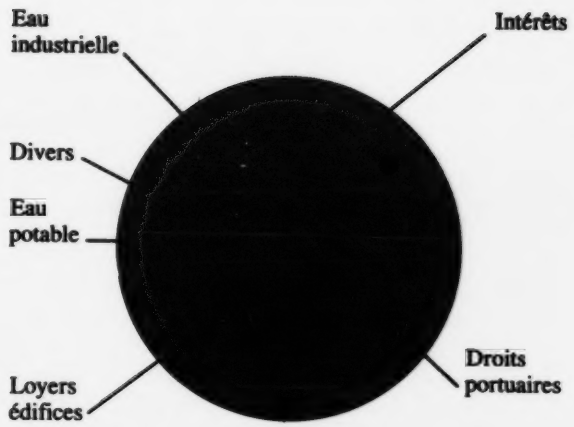



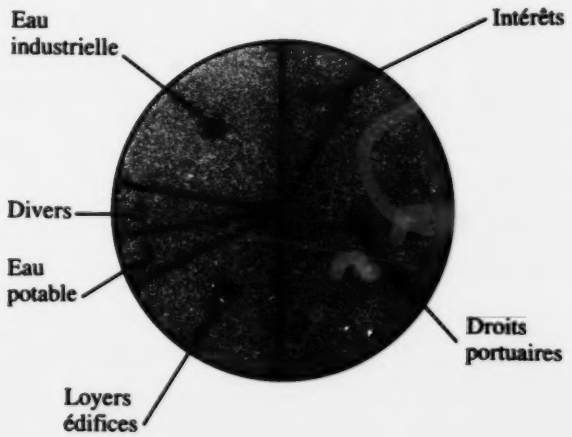



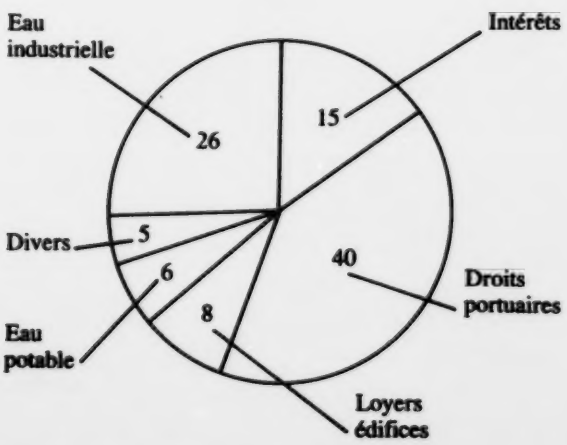
## État comparatif des revenus (note 1)

,000 $




(note 1)
Le produit de la vente de terrains a été exclu pour fins de comparaison.